



CONTEXTE ÉCONOMIQUE GLOBAL

FICHE VARIABLE

EXPORT

COLLÈGE DE PROSPECTIVE
CHANTIER INDUSTRIE



SYSTÈME DE VARIABLES

Cette fiche s'inscrit dans un système global de variables.

Les variables faisant l'objet d'une fiche sont celles identifiées lors des premières tables rondes du chantier prospectif comme porteuses d'évolutions majeures ayant un impact direct ou indirect sur l'industrie.

Chaque fiche rassemble, sauf exception, la documentation permettant de comprendre l'évolution passée, présente et future d'une variable.

Elle expose les dynamiques d'évolution (tendances, ruptures...), et propose quelques évolutions possibles (micro-scénarios travaillés en atelier).

1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE GLOBAL

Croissance économique mondiale
Monnaie
Europe, Brexit
Production française
Export
Coûts de production
Intervention de l'Etat
Internationalisation
Ressources (énergie, matières...)

2. ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIE

Servicialisation de l'industrie
Modèles d'affaires
Logistique et Supply Chain

3. ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Sécurité industrielle
Règlementations
Changements climatiques

4. ATTRACTIVITÉ RÉGIONALE

Capital humain
Attractivité régionale
Infrastructures
Environnement institutionnel,
économique, gouvernance
locale
Recherche et développement

5. ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

Big Data
Intelligence Artificielle
Réalité augmentée
Cobotique
Fabrication additive
Internet des objets
Gestion de cycle de vie du
produit

6. ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES

Imaginaire de l'industrie

Tendances de consommation

TRAJECTOIRE DE LA VARIABLE

L'exportation est l'action de vendre à l'étranger une partie de la production de biens ou de services d'un ensemble économique, pays ou région. Les exportations permettent d'acquérir des devises, mais permettent également de

stimuler une économie, et d'assurer la pérennité des entreprises qui, dans le cadre de la mondialisation, sont sensibles aux positions qu'elles occupent sur le marché mondial.

PASSÉ > PRÉSENT > FUTURS POSSIBLES

QUELLE A ÉTÉ L'ÉVOLUTION PASSÉE DE LA VARIABLE ?

La France a une balance commerciale déficitaire : le déficit entre le niveau d'exportations et le niveau d'importations atteint 58,9 Mds d'euros. Néanmoins, depuis 2016, les exportations enregistrent de bonnes dynamiques, grâce notamment à la performance de certains secteurs industriels

(l'aéronautique, la pharmacie ou encore le luxe), aujourd'hui fortement impactés par la crise sanitaire. La France est au 5^{ème} rang des pays exportateurs au niveau mondial, derrière la Chine, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon. L'Union européenne représente la plus grande partie des échanges commerciaux de la France (58,7 % des exportations et 56,3 % des importations). Viennent ensuite l'Amérique du Nord et la Chine qui ont par ailleurs fortement contribué à porter la croissance des exportations de la France depuis 2016.

Figure 1 : Echange de biens, en Mds d'Euros (tous secteurs confondus, hors énergie et matériel militaire)

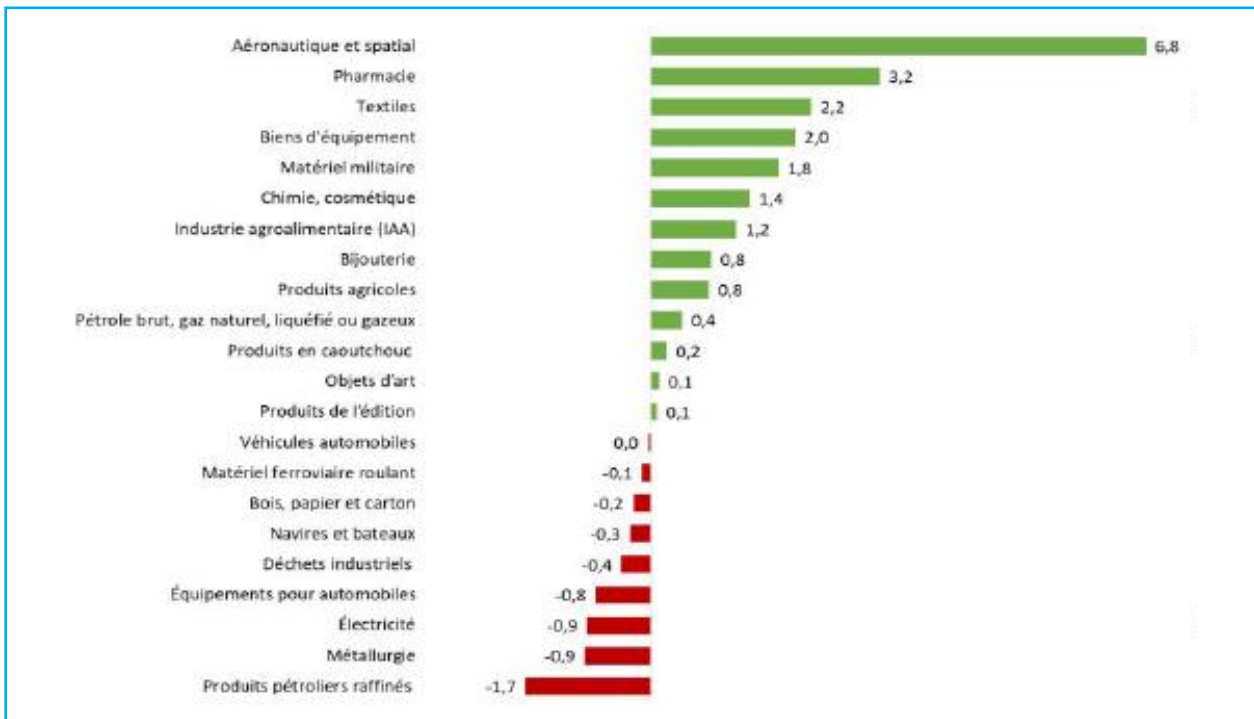


Source : Douanes

En 2019, l'industrie reste la première activité contributrice de la croissance des exportations, à l'exception de certains

segments à l'instar de l'industrie automobile, du matériel ferroviaire roulant, ou encore de la métallurgie.

Figure 2 : Contribution des secteurs à la variation des exportations entre 2018 et 2019 (France, en Mds d'Euros)

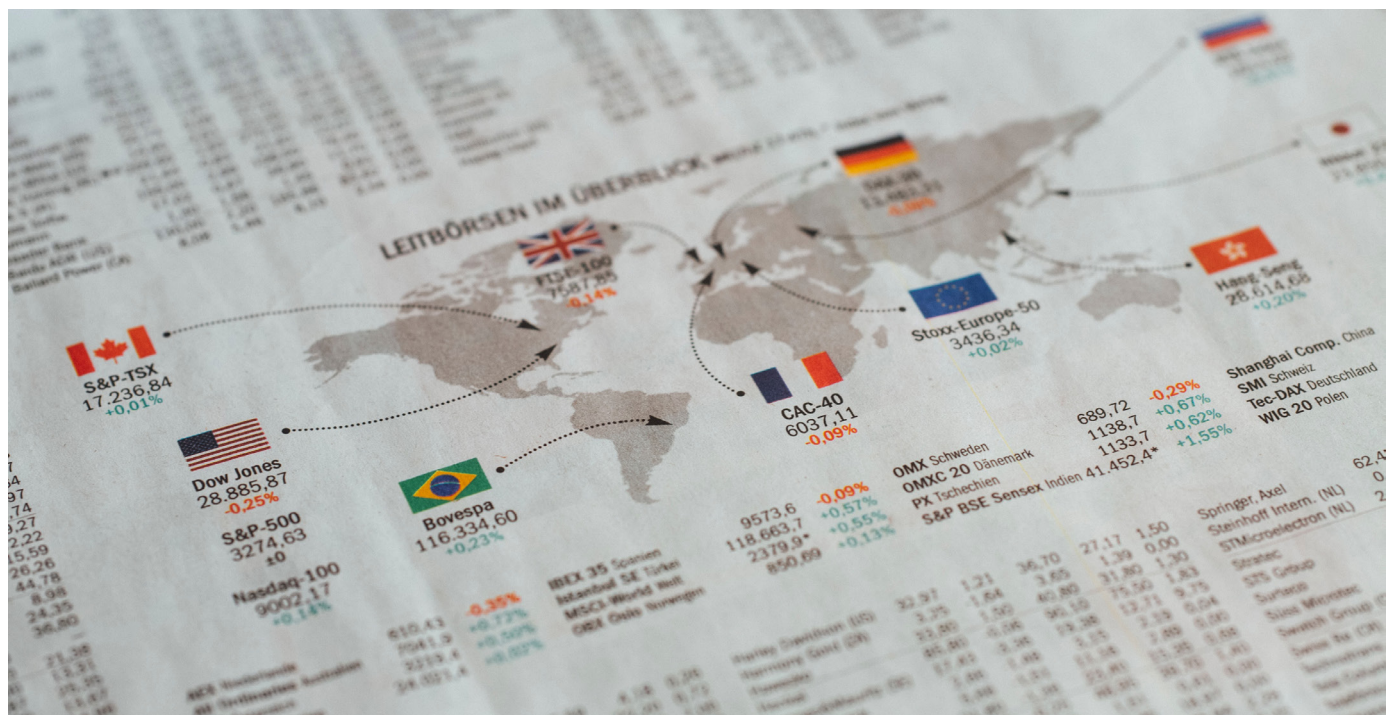


Source : Douanes

Bien qu'en progression, le nombre d'exportateurs en France reste relativement limité : il s'élève à 128 373 en 2019. 5 % des plus grandes entreprises françaises réalisent près de 90 % des exportations (Source : synthèse ministérielle des données du commerce extérieur 2019). Parmi les plus importants exportateurs, on retrouve le groupe Airbus, les groupes PSA et Renault, le laboratoire pharmaceutique Sanofi, le constructeur aéronautique et spatial SNECMA, ou encore ArcelorMittal, Schneider Electric ou Dassault Aviation.

Le baromètre export 2018 du cabinet Euler Hermes permet de relever les freins les plus fréquemment cités par les exportateurs :

- le coût élevé de l'export (transport, logistique, douanes...),
- le manque d'information sur les clients potentiels,
- le manque de collaborateurs dédiés,
- le manque d'informations sur la zone d'exportation.



PASSÉ > PRÉSENT > FUTURS POSSIBLES

QUELLES SONT LES DYNAMIQUES À L'ŒUVRE ?

En France, les exportations sont en progression depuis 2016. Plusieurs facteurs explicatifs peuvent être avancés :

- l'allègement des cotisations sociales pour les employeurs à partir de 2019 (en remplacement du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, le CICE), ayant un effet possible sur une baisse des prix des produits à l'exportation,

- la refonte des dispositifs de soutien à l'exportation (création de Business France en 2015, fusion d'Ubifrance et de l'Agence française pour les investissements étrangers). Business France est un organisme chargé d'aider les petites et moyennes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire à mieux se projeter à l'international, et d'attirer davantage d'investisseurs étrangers en France pour y créer ou y reprendre des activités créatrices d'emplois,

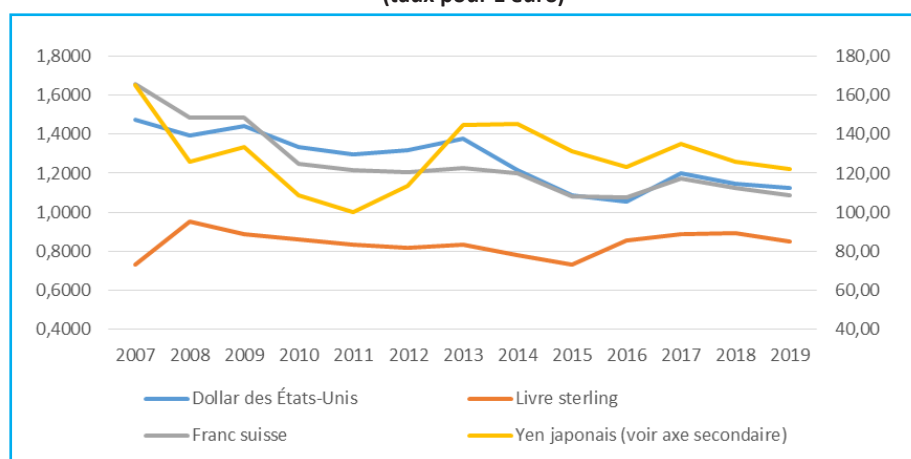
- l'évolution des accords commerciaux internationaux et de libre-échange (mise en œuvre d'accords commerciaux avec le Canada, le Japon, le Mexique...) : ces accords visent à faciliter les échanges commerciaux (réduction des droits de douanes, harmonisation des réglementations, équivalences des normes...) mais ont aussi fait l'objet de récentes critiques quant à l'opacité des négociations (ex : accord récent avec le Canada, le CETA),

- le cours de l'Euro, et notamment sa baisse relative ces dernières années par rapport aux principales devises, ce qui est favorable à l'export.

Le contexte sanitaire, et en particulier les effets du premier confinement, a fortement impacté les marchés mondiaux, causant d'importantes difficultés de production, de transport, de réglementations, mais aussi de trésorerie pouvant potentiellement freiner / stopper les démarches de développement à l'export. Ceci devrait avoir d'importantes conséquences sur la balance commerciale de la France, avec un important repli de l'activité et des échanges commerciaux, d'autant plus que la pandémie a fortement ébranlé certains marchés fortement exportateurs, à l'image de l'aéronautique. Par ailleurs, l'annulation des foires et salons freine la prospection et la visibilité des offres françaises à l'étranger.

Face à cette situation, le gouvernement a mis en place des mesures d'urgence en soutien des entreprises, via le plan France Relance avec un renforcement des dispositifs de financements dédiés aux entreprises exportatrices (garanties de l'Etat pour les cautions et les préfinancements de projets, assurances prospection, assurance-crédit export, chèque relance export, chèque V.I.E...). Le plan de relance propose un volet dédié à l'export, décliné autour de plusieurs axes de travail : cartographie de la demande export, outils de financement, facilitation de la prospection export, communication autour la marque France...

Figure 3 : Taux de change de l'euro pour quelques devises principales (taux pour 1 euro)



Source : Insee, Banque centrale européenne (extraction Eurostat du 9 janvier 2020)

QUELLES SONT LES DYNAMIQUES EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE ?

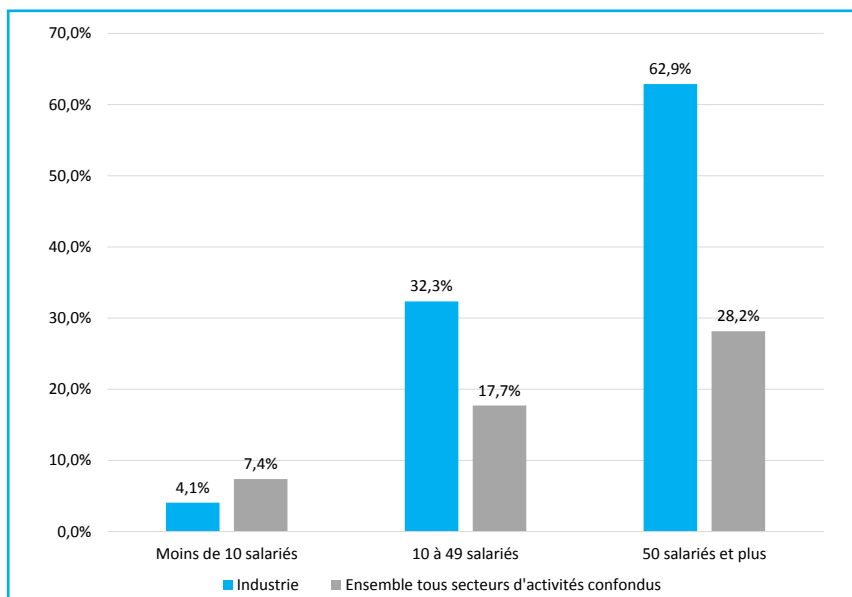
L'industrie régionale est tournée vers l'international. Avec un niveau d'exportation atteignant 47,5 Mds d'euros en 2019, les Hauts-de-France sont la 5^{ème} région exportatrice de France, derrière l'Île-de-France, Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes, et Occitanie. Des leaders implantés en région tels que Roquette Frères ou Toyota figurent au palmarès des 100 premières entreprises exportatrices de France.

Selon les nomenclatures douanières (activités réparties en 129 postes), les cinq premiers secteurs industriels exportateurs concentrent presque 42 % de la valeur exportée :

- construction automobile (10,6 % de la valeur exportée de l'industrie),
- parfums, cosmétiques et produits d'entretien (9,6 %),
- produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier (9,2 %),
- produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique (7,4 %),
- produits pharmaceutiques (5,5 %).

D'après les résultats 2019 du baromètre régional des entreprises, 9,1 % des industries régionales font de l'export, contre 8,0 % en moyenne régionale tous secteurs d'activités confondus. Si l'export est peu développé dans les entreprises de moins de 10 salariés, il est développé dans près d'un tiers des entreprises de 10 à 49 salariés, et à 62,9 % dans les entreprises de 50 salariés et plus.

Figure 4 : Contribution des secteurs à la variation des exportations entre 2018 et 2019 (France, en Mds d'Euros)



Source : baromètre 2019 des entreprises – région Hauts-de-France – Agence Hauts-de-France 2020-2040

Parmi les 35 % d'entreprises industrielles déclarant avoir un projet de développement dans les trois années à venir, l'export n'est cité que par 4 % d'entre elles comme un projet envisagé.

A noter que les Hauts-de-France sont engagés dans la démarche de la « Team France Export », qui vise à constituer un guichet unique rassemblant tous les acteurs publics

et privés autour de Business France et des Chambres de Commerce et d'Industrie, pour préparer et accompagner un nombre plus important de PME et d'ETI à l'international. Ce dispositif, mis en place en 2019, s'accompagne de la désignation de correspondants uniques à l'étranger, qui peuvent être Business France ou des acteurs privés sélectionnés après mise en concurrence.

PASSÉ > PRÉSENT > FUTURS POSSIBLES

QUELLES SONT LES INFLEXIONS ET RUPTURES QUI POURRAIENT MODIFIER LES DYNAMIQUES EN COURS ?

L'export est dépendant d'un ensemble de facteurs pouvant fortement le déstabiliser à court et moyen terme :

- la pandémie, comme d'autres événements sanitaires (grippe aviaire...) ou climatiques, constituent des événements qui peuvent devenir récurrents et avoir des conséquences importantes sur l'export (fermeture des frontières, ruptures dans les approvisionnements...),
- la montée du protectionnisme (exemple récent des échanges entre les Etats-Unis et la Chine) peut avoir des répercussions sur l'export français à destination de certains pays,

- les accords commerciaux internationaux et notamment au sein de l'UE sont amenés à évoluer. Les derniers accords (CETA...) ont souvent été dénoncés comme des négociations opaques prenant peu en compte les enjeux sanitaires et environnementaux. La France a notamment exprimé son ambition de renouveler la politique commerciale de l'Union européenne (accords dits de 3^{ème} génération). Lors de la 73^{ème} Assemblée générale des Nations unies à New York (25 septembre 2018), le Président de la République a réaffirmé la nécessité d'intégrer les « contraintes environnementales et sociales dans nos engagements commerciaux » appelant à ne plus signer d'accords « avec les puissances qui ne respectent pas l'Accord de Paris ». A noter que le Président Biden a lancé dès son investiture la procédure devant aboutir à terme à la réintégration des Etats-Unis dans l'Accord de Paris sur le climat,

- les négociations pour le Brexit peuvent aussi avoir des incidences : les accords négociés en 2020 ont abouti à un non-retour des droits de douane pour les échanges. Dans le cas contraire, cela aurait pu amener des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, et engendrer des difficultés pour certains secteurs comme l'automobile.



MICRO-SCÉNARIOS

Elaborés en atelier, ces scénarios proposent un contenu de l'évolution possible de la variable étudiée, articulés à partir de trois hypothèses :

- **une hypothèse basse** (quelle évolution de la variable défavoriserait l'industrie régionale),
- **une hypothèse haute** (quelle évolution de la variable favoriserait l'industrie régionale),
- ainsi qu'un scénario s'inscrivant davantage dans une forme de continuité (**hypothèse tendancielle**).

L'EXPORT DYNAMISÉ PAR L'INNOVATION

La croissance économique connaît un important rebond, avec une croissance de la consommation, et permet d'importantes innovations sur le plan technologique, sociétal, culturel... Les modèles d'affaires, en lien avec des évolutions environnementales et sociétales, évoluent, et le coût des biens et des services n'est plus le seul critère d'achat, ce qui est favorable à l'export pour les industries les plus avancées en matière de préservation de l'environnement et de responsabilité sociale, en particulier sur le marché européen. Fort de ce constat, l'Etat lance une nouvelle phase de décentralisation, qui en plus de donner davantage de marges de manœuvre aux acteurs locaux, permet de développer encore certaines spécialisations régionales via la Stratégie Régionale d'Innovation (S3) ainsi que des coopérations fructueuses avec les différentes régions françaises et européennes. Les écosystèmes se renforcent avec des investissements partagés sur des technologies nouvelles : l'industrie conforte sa position, investit, et se modernise. Ce dynamisme est favorable à l'export, l'industrie proposant des innovations adaptées aux évolutions du marché européen. La Région continue d'investir sur le long terme en agissant sur les économies bas carbone (accélération du programme REV 3). Elle met aussi en place un appui important pour sensibiliser et former aux nouvelles compétences et garder ses talents.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE COMME MODÈLE DE PRODUCTION DANS UN CONTEXTE DE HAUSSE DES PRIX

Le coût de l'énergie, des matières premières et du transport augmentent dans un contexte de ralentissement des échanges économiques à cause de la Covid-19. Cette situation augmente les prix des produits et services, ce qui laisse craindre une inflation à court et moyen terme. Le commerce international, et l'export depuis la France, sont durablement désorganisés. En région, la situation freine les projets des industries qui souhaitent développer leurs activités à l'export, et ralentit celles réalisant de petites parts de marché sur le marché international. Pour contrecarrer l'instabilité, l'Union Européenne soutient une politique industrielle européenne, basée sur de nouveaux modes de production et de consommation qui se développent à partir des fondements de l'économie circulaire et sur le principe d'une production industrielle dont l'empreinte carbone recule. Ceci ouvre la voie à de nouveaux marchés, adaptés à un marché européen, sur lesquels les industries régionales se mobilisent progressivement aux côtés des organismes d'accompagnement à l'export.

UNE MONTÉE DU PROTECTIONNISME

La croissance économique mondiale reste ralentie et le manque de confiance des ménages pénalise la reprise économique. Peu assurés de l'avenir, de nombreux pays font face à des crises de confiance des populations à l'égard des institutions quand d'autres sont tentés par un durcissement des mesures de protectionnisme, pouvant freiner l'export (mise en place de mesures tarifaires, de quotas, de normes techniques...). Si tous les secteurs exportateurs sont impactés, certaines activités souffrent encore davantage, en particulier celles de la fabrication de biens d'équipements ou encore des transports (automobile). En France, les commandes baissent, les parts de marchés à l'export s'effondrent. En l'absence d'une politique industrielle européenne suffisamment forte, les plans de relance successifs en France et en région ne suffisent pas à redynamiser l'industrie régionale. De leurs côtés, les finances des collectivités territoriales s'assèchent en même temps que le tissu industriel, ce qui impacte les capacités d'accompagnement à l'innovation et à l'export.

RÉFÉRENCES DOCUMENTAIRES

- Business France : Bilan 2019 des investissements internationaux en France
- CEDEF : Les principaux indicateurs de conjonctures économiques
- France Diplomatie, octobre 2020 : « Export : une priorité du gouvernement »
- France relance, septembre 2020 : Plan de relance des exportations françaises
- CCI Hauts-de-france : Team france Export
- Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères : « Commerce extérieur, résultats 2018 »
- Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères : « Commerce extérieur résultats 2019 »
- Euler Hermes : « Plus de 8 entreprises sur 10 veulent augmenter leurs chiffres d'affaires à l'export en 2018 »
- Euler Hermes : Baromètre Export Euler Hermes 2018, communiqué de presse
- Thema Analyse, novembre 2018 : « Commerce international et environnement, vers des accords de 3ème génération ? »
- Team France Export, 31.03.2020 : « Coronavirus COVID 19 : Plan de soutien aux entreprises françaises exportatrices »
- La Fabrique de l'industrie, octobre 2019 : « La France est-elle exposée au risque protectionniste ? »



Date de publication : février 2021

Rédaction : Karen Maloingne - Ahlam Benlemselmi
Christophe Meulemans - Sylvie Delbart

Contact : collegedeprospective@hautsdefrance.fr

Retrouvez l'actualité et les publications du collège sur le site de
l'Agence Hauts-de-France 2020-2040

<https://2040.hautsdefrance.fr>